

De la résistance armée à la résistance non-violente

Réflexions sur un itinéraire spécifique

Bernard Ravenel

DANS **CONFLUENCES MÉDITERRANÉE** 2013/3 (N° 86), PAGES 157 À 170

ÉDITIONS **L'HARMATTAN**

ISSN 1148-2664

ISBN 9782336302454

DOI 10.3917/come.086.0157

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2013-3-page-157.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Bernard Ravenel

Historien.

De la résistance armée à la résistance non-violente Réflexions sur un itinéraire spécifique

Dans sa lutte désormais centenaire, le mouvement national palestinien a traversé plusieurs périodes correspondant à des contextes géopolitiques très différents – l'Empire Ottoman, le mandat britannique, la création de l'Etat d'Israël, l'expulsion de la majorité de la population (Nakba) en 1948, le développement du mouvement nationaliste arabe et la constitution d'Etats arabes indépendants.

Ces bouleversements de l'environnement géopolitique ont failli faire disparaître la Palestine comme sujet politique autonome sur la scène internationale. Confronté à un ennemi puissant soutenu par les principales puissances impériales du 20^e siècle (Grande-Bretagne, Etats-Unis), mais aussi stimulé par le mouvement mondial d'émancipation des peuples colonisés, le Mouvement national palestinien a cru un moment possible obtenir la libération par une lutte armée de longue durée soutenue en particulier par le monde arabe. Il a perdu ce pari au prix d'énormes destructions humaines et matérielles. Une volonté intacte de résistance l'a amené à tirer les leçons de ses échecs politiques et militaires et à s'engager dans une résistance populaire non-violente qui fait l'admiration du monde et qui devrait lui permettre d'espérer d'être libéré de l'occupation militaire israélienne désormais

condamnée par la quasi totalité de la communauté internationale.

Poser la problématique de l'action non-violente en Palestine fait immédiatement surgir un paradoxe apparent : c'est en Palestine - lieu perçu comme espace emblématique de la violence étatique (israélienne) et non-étatique (palestinienne), et aujourd'hui théâtre d'une sur-violence israélienne (opération Plomb durci, assaut meurtrier contre la « Flottille de la paix »...) sans rationalité militaire et visant essentiellement des civils sans armes – que s'affirme une stratégie palestinienne de résistance non-violente contre un adversaire surarmé, ne respectant même plus les « lois de la guerre » ni le droit international en général.

Passer de la lutte armée présentée par la charte nationale palestinienne de 1968 comme « *la seule voie pour la libération de la Palestine* » à la résistance non-violente présentée comme la seule stratégie possible aujourd'hui, constitue en quelque sorte une révolution copernicienne dont il faut mesurer la portée.

La résistance populaire non-violente apparaît en fait comme l'aboutissement d'une maturation d'un itinéraire douloureux, accompagné par le développement et l'évolution d'une idéologie spécifiquement palestinienne de résistance.

Le passage à la résistance populaire non-violente n'est pas un choix dû prioritairement à des motifs éthiques, il est devenu une nécessité politique et stratégique.

La résistance armée, réalités et mythes

Il faut essayer de mesurer les origines, les formes et les contenus de cette résistance armée qui s'est fondée sur une idéologie progressivement construite.

La perception palestinienne du monde au XX^e siècle s'intègre évidemment dans celle du monde arabe dans son ensemble. Elle se fonde sur trois « mythes », c'est-à-dire sur trois représentations de la réalité qui contiennent une part de réalité, mais aussi une grande part fantasmatique ou imaginaire¹.

1^{er} mythe : le phénomène sioniste en Palestine est une agression religieuse, culturelle, contre l'islam en terre d'islam (*Dar al islam*).

De la résistance armée à la résistance non-violente : réflexions sur un itinéraire spécifique

Or la Palestine pour l'islam est une terre sainte (lieux saints) désormais prise par la force.

2^e mythe : la Palestine, dans le cadre de l'idéologie nationaliste arabe unitaire, fait partie de la « nation arabe ».

3^e mythe : la Palestine est devenue victime et base de l'impérialisme colonial occidental (britannique d'abord, américain ensuite) contre le monde arabe.

En synthèse, la Palestine est le lieu du traumatisme qui fait ressortir ces trois représentations du monde. Traumatisme parce qu'il touche à l'être du Palestinien, non à l'avoir ; à l'être, du fait de la perte de son identité nationale, de sa terre – qui est sa vie –, de sa culture « religieuse » : une perte de soi, identifiée par Mahmoud Darwish comme une situation de mort.

« La mémoire palestinienne est de l'ordre du mythe (au sens du récit des origines). Elle récite l'origine de la condition palestinienne, qui est une mise à mort collective au moment même de la naissance individuelle. Puis elle se mue peu à peu en une espérance dans la lente résurrection au sein même de cette mort congénitale et héréditaire. »²

Par ses poèmes magnifiques, Mahmoud Darwish sera ce chantre du drame de mort et de vie de la Palestine. Mais toujours avec l'espérance : *« Celui qui vit après la mort, le crois-tu, ne mourra point ! [...] Mort, vie, la route est une. »* Et la foi dans la vie s'incarne au cœur de la mort nationale et du risque de mort physique, dans l'action de résistance...

« Il nous semble remarquable que le mythe de Darwish ait son centre et son cœur dans cette expérience de la croix - entendue comme lieu de passage de la mort à la renaissance : "expérience baptismale", au sens le plus cosmique et le plus "mythique" du terme, mythe qui est, plus ou moins consciemment, au fond de toute l'aventure de l'existence humaine, individuelle et collective. Les références bibliques, explicites et implicites, sont fort nombreuses. La lecture de chaque poème en convaincrait. La Bible, en effet, surtout en Terre sainte, est le livre privilégié pour exprimer et célébrer ce "mythe baptismal". Le Palestinien marxiste, Mahmoud Darwish, d'origine musulmane, pour exprimer sa foi en sa vie et en celle de son peuple, a choisi - dans un ensemble de poèmes - le symbole de la croix et du crucifié [...] »³

La maturation idéologique et politique de la résistance

Celle-ci commence très tôt, dès avant le XX^e siècle, sous l'Empire ottoman, où se forme une résistance légale au mouvement sioniste

sous l'impulsion du premier parti politique palestinien fondé à Jaffa en 1911, le Parti national (ottoman) qui entend « encourager tous les efforts d'opposition légale au mouvement sioniste en lui faisant la guerre avec les armes de notre bon droit ». On notera l'usage malicieux dans la définition de l'opposition légale – donc pacifique – de termes empruntés au langage militaire...

Sous le mandat britannique, on assiste à l'expression d'une revendication politique qui se radicalise et qui aboutit entre 1935 et 1939 à la fois à une rébellion armée et à une grève de masse pacifique. C'est en quelque sorte la première guerre d'indépendance qui est violemment réprimée par l'armée britannique. Pour Izz-al-Dîn al-Qassâm, l'initiateur au nom de l'islam du soulèvement armé de masse de type guérilla de résistance, la révolte armée reste le seul moyen possible contre l'établissement d'un État sioniste protégé par la puissance mandataire. Bientôt isolé et encerclé par les forces britanniques, al Qassam se serait écrié : « Nous ne nous rendrons pas, c'est une guerre sainte pour Dieu et pour la patrie. Mourrez en martyr ! ». Lui et son groupe furent exécutés en 1935.

Impressionnée par l'ampleur du mouvement de révolte et de grève générale, la Grande Bretagne élabore alors un Livre blanc en 1939 qui évoque un Etat de Palestine indépendant. La révolte sioniste pendant la guerre balaiera cette perspective et imposera le partage.

La guerre d'indépendance palestinienne ne reprendra, difficilement, qu'en 1947-1948. Du fait de l'expulsion des Palestiniens de leur pays, les années 1950 sont marquées par le problème de la stabilisation d'un grand nombre de réfugiés dans les pays voisins de la Palestine. Cette période connaît aussi l'affirmation du nationalisme unitaire arabe et l'émergence d'une génération de grandes figures politiques qui en sont porteuses, comme Gamal Abdel Nasser.

Pour la résistance palestinienne, une autre histoire commence : le centre de gravité de l'identité politique passe à l'extérieur de la Palestine historique d'où se développe jusqu'en 1967 une dynamique de lutte armée avec comme revendication centrale le retour en Palestine. Et ce, toujours dans le cadre d'un nationalisme arabe unitaire. En 1956, la guerre de Suez voit la constitution de commandos palestiniens à Gaza. En 1959, des étudiants, exilés entre le Caire, Beyrouth et le Koweït, fondent le Fatah autour de Yasser Arafat pour qui la révolte violente est nécessaire pour abolir l'entité sioniste. Puis, de 1959 à 1965, la préparation à la lutte armée est

De la résistance armée à la résistance non-violente : réflexions sur un itinéraire spécifique

l'activité principale du groupe qui recueille difficilement les armes et les fonds nécessaires. Pendant cette période, deux événements politiques sont venus confirmer le choix de la lutte armée : l'éclatement en 1961 de la République arabe unie entre Égypte et Syrie qui conforte l'idée que l'unité arabe ne peut plus être la condition préalable de l'action. et surtout, en 1962, l'indépendance de l'Algérie qui montre que la victoire est possible par la lutte armée autonome.

Le lancement des opérations armées est décidé pour le 1^{er} janvier 1965. L'opération vise essentiellement à saboter un tunnel destiné à permettre le détournement des eaux du Jourdain en Israël. Ce qui est fait, avec beaucoup de difficultés le 8 janvier mais sans illusion de libérer la Palestine. Il s'agit alors de reconstruire l'unité politique et de constituer un champ politique proprement palestinien. Et surtout, cette action militaire transforme le Palestinien, humilié, dépossédé, rejeté – qu'il se sent être – en combattant en armes, comme affirmation existentielle. D'où le culte de l'action pour l'action, une mystique de la lutte armée pour elle-même, la seule affirmation qui lui reste. Tels sont les fedayins, ceux dont la mission, telle qu'elle est présentée dans la mythologie palestinienne de la résistance, est de s'offrir à la mort en rançon en vue de la délivrance... Les fedayins comme des rédempteurs.

1967, la défaite des armées arabes et le temps des fedayins

La guerre de 1967, avec la défaite sans appel des armées arabes, apporte une éclatante justification à la stratégie autonome du Fatah. En transformant l'écrasante majorité des Palestiniens en population sans droits politiques, soumise à une occupation militaire et à une spoliation systématique de terres, de maisons et d'eau, l'agression de Tel-Aviv renforce la détermination du Fatah à se lancer dans la reconquête de la terre palestinienne par une lutte armée menée en toute autonomie. La défaite en rase campagne des armées régulières arabes justifie la nécessité d'une lutte de guérilla – bientôt appelée « guerre populaire prolongée » – qui est supposée mobiliser tout le peuple arabe. En 1968, l'OLP cherche à canaliser la poussée des commandos de fedayins et adopte une nouvelle charte qui synthétise l'idéologie palestinienne de résistance pour laquelle la lutte armée est le seul moyen pour libérer toute la Palestine.

En fait, cette stratégie est passée par quatre phases allant de 1967 à 1974. La première commence juste après la guerre des Six-Jours et sera de courte durée. Elle se concrétise par la tentative de créer un réseau de guérilla dans les territoires occupés mais elle échoue très vite en Cisjordanie et dure un peu plus à Gaza où existe une tradition de guérilla anti-israélienne depuis les années 1950.

La seconde phase courant de 1968 à 1970 tient au fait que le centre de gravité de la résistance est alors la Jordanie. Cette résistance qui inclut des Jordaniens remporte un important succès militaire symbolique (bataille de Karamé obligeant les troupes israéliennes à se retirer, mars 1968) qui entraîne l'adhésion de milliers de nouveaux combattants.

Mais bientôt le double pouvoir -jordanien et palestinien- instauré de fait en Jordanie dès 1968, aboutit en 1970 à l'affrontement entre les troupes de Hussein et les fedayins. C'est « Septembre noir » au cours duquel les Palestiniens subissent des pertes considérables (plusieurs milliers) et perdent toutes leurs bases en territoire jordanien.

La troisième phase est alors celle du « terrorisme international » jusqu'alors monopole du PLP. L'exemple le plus frappant est l'opération lancée par un commando contre les athlètes israéliens aux JO de Munich (septembre 1972) qui se transforme en catastrophe politique.

Dès 1972, il apparaît clairement que la lutte palestinienne doit prendre d'autres formes que celle de la résistance armée. A ce moment, la situation « militaire » peut être analysée ainsi : face aux forces israéliennes (IDF), estimées alors à 300 000 soldats d'active, 1 500 chars et 350 avions de combat, les ressources militaires palestiniennes sont dérisoires : au maximum 40 000 hommes, dont des milliers seront tués en Jordanie, avec un armement et une instruction militaire de niveau élémentaire.

Enfin, après 1973 commence la quatrième phase – libanaise celle-ci – qui se caractérise par la renonciation à toutes les opérations en dehors des frontières israéliennes : sont alors ciblés et frappés des objectifs militaires et civils dans les frontières de l'État d'Israël, avec des sabotages, des attentats, des attaques de commandos-suicides.

Le basculement de la stratégie palestinienne et... de l'armée israélienne

En fait tout commence à basculer définitivement après la guerre d'octobre 1973 à l'issue de laquelle l'Égypte, en reconnaissant avoir perdu la confrontation historique avec Israël, renonce définitivement à l'option militaire.

En 1974, au Caire, où se tient le douzième Conseil national palestinien, l'OLP, sous la pression du Fatah, du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) et des Palestiniens des territoires occupés, reformule son programme autour de deux objectifs :

- l'objectif final, la construction d'un État démocratique sur toute la Palestine ;
- l'objectif intermédiaire : l'instauration d'un pouvoir national indépendant sur toute partie de la Palestine dont Israël se sera retiré.

Finalement, à la fin des années 1970, la position de l'OLP se consolide sur trois points bien définis :

- la création d'un État palestinien sur une partie limitée de la Palestine ;
- en conséquence, l'acceptation implicite de l'État d'Israël ;
- le retour des réfugiés de la guerre de 1948.

En 1974, cette inflexion de la position palestinienne n'est pas acceptée par Abou Nidal, qui n'admet pas la subordination de la lutte armée à la négociation politique et qui entend se proclamer le vrai leader de la lutte armée contre Israël. De même, le FPLP montre son refus de toute négociation avec Israël.

Pour mieux mesurer l'importance, la signification et les conséquences de ce tournant, il faut se référer à ce qui a été jusque-là le principal facteur de cohésion politique pour les Palestiniens : la lutte armée. Celle-ci n'a pas eu comme principale fonction de reconquérir la patrie, mais bien de mobiliser les masses. En outre, sur le plan opérationnel, les masses en question étaient exclusivement celles de la diaspora. Pour les habitants des territoires occupés, dans l'impossibilité absolue de s'organiser militairement, il ne restait qu'à « attendre la libération ». Du même coup, le choix de l'OLP, en 1974, de se concentrer sur des objectifs politiques intérieurs a entraîné une réévaluation complète de la stratégie militaire palestinienne, jusque-là indépendante de ce qui se passait à l'intérieur des

territoires occupés. Ainsi, tout au long des années 1970, la formulation utilisée pour définir le rôle de l'action militaire par rapport au rôle de l'action politique va subir des modifications sensibles. Cette évolution, qui se fait à l'occasion des réunions du Conseil national palestinien, laisse toujours plus ouverte la porte aux options politiques. Mais la lutte armée reste le point de référence obligé, au moins à usage interne.

Pour les Palestiniens, l'offensive déclenchée en 1982 par Israël au Liban constitue un autre vrai tournant. Elle conduit l'appareil politico-militaire de l'OLP à un nouvel exil vers la Tunisie en août 1982 après celui de 1970 qui l'avait conduit de la Jordanie au Liban. Mais de retour à Tripoli en 1983, l'OLP se déchire. La Syrie qui s'appuyait déjà sur le FPLP-CG et la Saïka, cherche en effet à s'appuyer sur des éléments du Fatah pour prendre le contrôle de l'OLP. Cette guerre interne aux Palestiniens, produite par cette scission, conduit Arafat et ses cadres qui lui sont restés fidèles à repartir en Tunisie. C'est la fin de l'hypothèse nationaliste d'Arafat, à savoir le maintien d'un appareil proto-étatique à transférer dans la future Palestine indépendante.

Désormais, l'OLP fait face à une situation inédite et difficile puisqu'elle se trouve désormais éloignée des camps de réfugiés et des territoires occupés. Cette perte de contrôle équivaut à une perte potentielle de légitimité et de moyens d'action.

Pour l'armée israélienne, l'opération « Paix en Galilée » en 1982 puis le départ définitif de l'OLP en 1983 constituent aussi par ricochet un point d'inflexion pour sa stratégie. Israël n'ayant plus affaire avec une guerre « étatique » contre l'appareil proto-étatique de l'OLP, se voit confronté à une guerre « asymétrique » contre les commandos de fedayins dispersés au Liban. Ce nouveau contexte amène Israël à transformer sa conception et sa pratique de la guerre, d'autant plus que les guerres conventionnelles contre les Etats arabes sont finies et gagnées. L'ennemi étatique évitait à l'armée israélienne de frapper les civils extérieurs au « théâtre de guerre » au demeurant bien délimité dans l'espace.

Avec la Résistance palestinienne devenue mouvement populaire de guérilla dispersée dans des camps au Liban et en Jordanie et souvent mêlée à la population locale, l'armée israélienne s'était déjà trouvée devant un problème inédit : comment détruire « l'ennemi » sans toucher le « proche voisinage », c'est-à-dire les civils ? Le problème se repose lorsque cette résistance se déplace de l'extérieur

vers le territoire palestinien occupé par Israël. L'ennemi à détruire se trouve alors « comme un poisson dans l'eau » dans la société, ce qui va faire de la destruction de la société environnante le préalable de sa destruction. La dissuasion israélienne, qui jusque-là montrait par l'étalage de sa force à l'ennemi ce à quoi il s'exposait s'il osait attaquer, passe à l'acte en détruisant l'infrastructure économique et sociale « comme démonstration concrète de la détermination de s'en servir, c'est-à-dire (...) sur le mode de la guerre ». ⁴ La dissuasion des sociétés ennemies passe par des destructions massives qui affectent directement la société des civils. Il n'y a plus de distinction entre guerre et dissuasion d'où la « disproportionnalité » comme composante stratégique de la nouvelle dissuasion.

1987 : l'Intifada « à 95 % non-violente » ⁵

Comme on l'a dit précédemment, avec la défaite militaire au Liban, l'hypothèse nationaliste d'Arafat s'est écroulée comme un château de cartes. C'est dans ce climat que du côté palestinien commence la recherche d'une nouvelle stratégie, d'une stratégie non militaire. En 1983, un Palestinien de citoyenneté américaine, Mubarak Awad, publie un ouvrage dont la thèse centrale est que « *l'action non-violente constitue la méthode la plus efficace de résistance à l'occupant israélien en Cisjordanie et à Gaza* ». Un an plus tard, il fonde à Jérusalem le « Centre palestinien pour l'étude de la non-violence ». Avec le lancement de l'intifada, trois années plus tard, en 1987, la direction unifiée du soulèvement reprend la méthode d'action non-violente préconisée par Mubarak Awad : grève, boycott, refus de coopérer, désobéissance civile... Pour le théoricien palestinien, faisant le bilan de la première année de l'Intifada, sur les 27 méthodes de manifestations préconisées par la résistance à l'occupation, 26 ont été non-violentes, soit 95 %.

Toutefois, si l'Intifada apparaît en 1987 comme un événement révolutionnaire sans précédent, cela ne signifie pas qu'il n'y ait rien eu auparavant en matière de résistance populaire non-violente en Palestine. La grève générale de 1936 a été un mouvement de masse non-violent ; en 1970, en Cisjordanie, dans une société sous occupation – mais aussi sans maquis intérieur – le Front national palestinien (FNP), qui regroupait essentiellement le Parti communiste, le Front démocratique et le Fatah, mena la lutte politique sans lutte

armée parallèle. Il participe aux élections municipales en 1976 et les gagne. Les mairies soutenues par l'OLP de fait devinrent des noyaux de lutte, mais les maires furent l'objet d'agressions violentes de la part de l'occupant. Et puis, s'organisèrent des grèves sectorielles multiples, des boycotts de produits israéliens, des pétitions et des manifestations... En Israël, les Palestiniens de l'intérieur menèrent une lutte politique dure, mais non armée, contre le plan de confiscation de leurs terres en Galilée.

C'est ainsi que par la théorie et la pratique, la non-violence a pénétré en force dans la culture politique palestinienne. En 1989, Mubarak Awad explique ainsi sa démarche intellectuelle et politique : « *Ce que nous apprenons de Gandhi, de Martin Luther King, du Christ, de Cory Aquino [Philippines, B. R.], ce que nous apprenons des luttes d'Amérique latine et d'Afrique du Sud, nous apporte de l'information que nous essayons de digérer pour la rendre partie intégrante de la culture palestinienne*⁶. » Ce qui signifie que les Palestiniens ne sont pas seuls, qu'ils font partie d'un mouvement plus vaste et qu'ils peuvent bénéficier d'un soutien universel.

L'irruption de cette résistance populaire non armée dans la société palestinienne, réalisant l'unité sur le terrain, oblige tout le monde à en tenir compte : les deux superpuissances, Israël, les leaders arabes, l'Union européenne, les oppositions internes de l'OLP.

Le 15 novembre 1988, le Conseil national palestinien d'Alger, du fait de l'énorme impact politique, interne et international de l'Intifada, peut alors proclamer l'établissement symbolique de l'État indépendant de Palestine. Yasser Arafat et l'OLP/Fatah peuvent alors engager le processus politique sur deux fronts : en Palestine même et sur la scène internationale.

Ainsi, à la fin des années 1980, avec l'action non-violente de masse accompagnant la re-territorialisation de la cause palestinienne, l'OLP franchit une phase décisive dans son processus de maturation politique et d'autonomisation : elle a obtenu la légitimité politique internationale d'un État palestinien à côté de l'État d'Israël. À ce moment, l'OLP/Fatah, qui a imposé sa vision au sein de l'OLP, de l'État palestinien et qui a pu maintenir ou rétablir l'unité de l'OLP, estime pouvoir signer un accord avec Israël qui semble ouvrir la période de construction de l'État.

À cette même époque, les différentes composantes de l'OLP séculière sont confrontées, avec la naissance du Hamas en 1988, à un phénomène qui vient d'apparaître au grand jour dans la foulée

de l'Intifada : le phénomène islamique. Désormais l'OLP est placée devant un phénomène politique qui reposera la question de l'emploi des différentes formes de lutte armée – y compris les attentats contre les civils – pour libérer la Palestine...

L'entrée dans le processus de paix à partir de 1993 apparaît comme un premier résultat politique de l'action non-violente. Mais l'accord intérimaire (Oslo II), signé à Washington en septembre 1995 et supposé organiser la transition progressive en cinq ans, est loin de déboucher sur les résultats envisagés. L'assassinat de Rabin par un fanatique de droite, moins de deux mois après cette signature puis l'arrivée de la droite israélienne au pouvoir en Israël constituent un tournant majeur dans ledit processus.

Face à la volonté israélienne de saboter le processus, le Fatah, par sa conception et sa pratique du rapport entre société et institutions, n'est pas en état d'organiser la mobilisation nécessaire. Pendant ce temps, le Hamas se renforce, d'abord à travers son « État social », mais aussi avec sa propagande armée qui devient un élément de légitimité dans la mesure où le « processus de paix » semble avoir perdu toute crédibilité.

Camp David en 2000 confirme le refus israélien de toute vraie négociation et dans la foulée une Intifada éclate en reprenant spontanément les différentes modalités de lutte non-violente utilisées durant la précédente intifada ; mais une répression immédiate et violente s'abat dans les territoires, laquelle produit l'objectif recherché par Israël : la militarisation de l'Intifada. Désormais, l'armée israélienne s'estime légitimée à employer toutes ses armes, à faire la guerre, ce qui signifie avoir délibérément recours à la « force disproportionnée » qui se traduit par une guerre de destruction massive de la société. La suite est bien connue avec la réoccupation complète des territoires occupés et la mise à mort des accords d'Oslo par son ennemi numéro un, Ariel Sharon, arrivé au pouvoir en février 2001.

Tout le projet de l'OLP/Fatah s'effondre ainsi sans qu'émerge une nouvelle stratégie crédible. Confronté à l'épreuve électorale en 2006, le Fatah, mais aussi les autres forces politiques de l'OLP, perdent les élections face au Hamas. C'est la fin d'une phase historique.

En débute une autre marquée à la fois par la division politique et géographique du mouvement national, mais aussi par l'émergence lente, continue, progressive, d'un mouvement de résistance non-violente à partir de villages touchés directement par le mur

d'annexion. Une renaissance de l'alternative non-armée.

Le choix actuel de l'action non-violente n'est donc pas le produit d'un choix éthique, idéologique, ni d'un choix tactique. Il est issu à la fois d'une pratique et d'un débat politique et stratégique : il entend répondre à une nécessité pragmatique et politique immédiate et peut-être à une nécessité historique⁷.

En résumé, le choix palestinien s'appuie désormais sur trois ordres de considérations :

1) la mobilisation contre le mur est une priorité stratégique dans la lutte contre l'occupation, dans la lutte pour la terre et l'eau ;

2) cette mobilisation doit s'articuler sur une stratégie d'ensemble de résistance populaire non-violente contre l'occupation et la colonisation ;

3) cette mobilisation doit d'emblée avoir une dimension internationale, autrement dit impliquer sur le terrain, en Palestine, toute les forces solidaires dans le monde -c'est-à-dire tous les anticolonialistes et pacifistes israéliens et internationaux.

Tout le monde sait, et Israël en tête, que le succès – ou la défaite – de ce mouvement pèsera dans l'avenir non seulement – mais d'abord – en Palestine, mais aussi en Israël et d'une manière générale sur la logique de guerre au Moyen-Orient qui peut déboucher sur une catastrophe pour tous les peuples de la région.

Mais on ne peut conclure cette approche sans s'interroger sur le sens éthique et philosophique, en dernière analyse politique, de cette résistance.

Après l'échec de l'idéologie universaliste de la révolution nationale anti-impérialiste d'inspiration marxiste-léniniste portée par la gauche arabe, l'idéologie palestinienne de résistance se nourrit désormais d'une autre idéologie universaliste - c'est-à-dire non nationaliste, qui est celle de la non-violence politique qui se propose comme modèle de lutte et aussi de société pour les autres peuples de la nation arabe -on vient d'en mesurer l'impact en Tunisie et en Egypte- mais aussi pour les autres.

Mais jusqu'à maintenant, l'absence de succès « définitif » de cette résistance populaire non-violente et sa répression meurtrière actuelle, nourrissent toujours le mythe d'une résurrection au sein de la mort : « *Que je sois, moi, le dernier qui dira "J'ai désiré trépasser" (Mahmoud Darwich).* »

En parvenant à isoler et à briser cette lutte, le pouvoir israélien veut ouvrir un espace à un retour à la logique de résistance armée,

De la résistance armée à la résistance non-violente : réflexions sur un itinéraire spécifique

telle qu'elle a pu s'exprimer au cours de la deuxième Intifada (après une répression féroce de ses débuts qui étaient non-violents). Il pourrait compter sur la représentation musulmane du martyr, du « chahid », comme témoin suprême de la vérité⁸. La résurrection au sein de la mort, déjà symbolisée par l'entretien d'une mémoire collective — à travers, par exemple, la permanence des portraits des disparus placardés sur les murs des villes — prend, avec la promesse au futur « chahid » de récompenses qui l'attendent dans l'au-delà, une dimension métaphysique et eschatologique. Cette représentation musulmane du martyr, sensible surtout dans la culture chiite et iranienne, naît de la sensation d'avoir été volé du dernier espoir de se conquérir un avenir dans ce monde⁹.

Mahmoud Darwish, refusant ce rapport mystique avec la mort, a toujours rappelé qu'on ne pouvait enlever aux Palestiniens l'espoir sur cette terre aimée de Palestine ; c'est-à-dire l'espoir d'y vivre libres un jour. De ce point de vue, l'idéologie non-violente – à la différence de la culture islamique du martyre – fait le choix explicite de la vie à la fois pour ceux qui résistent de cette manière, même s'ils risquent la mort – les Palestiniens –, mais aussi pour leurs adversaires israéliens armés¹⁰ qui se voient reconnaître leur droit fondamental et universel, celui de la vie.

Et nous, nous aimons la vie

Et nous, nous aimons la vie autant que possible. Nous dansons entre deux martyrs. Entre eux, nous érigeons pour les violettes un minaret ou des palmiers.

Nous aimons la vie autant que possible.

Nous volons un fil au ver à soie pour tisser notre ciel et clôturer cet exode. Nous ouvrons la porte du jardin pour que le jasmin inonde les routes comme une belle journée.

Nous aimons la vie autant que possible.

Là où nous résidons, nous semons des plantes luxuriantes et nous récoltons des tués. Nous soufflons dans la flûte la couleur du lointain, lointain, et nous récoltons des tués. Nous dessinons un hennissement sur la poussière du passage. Nous écrivons nos noms pierre par pierre. O éclair, éclaire pour nous la nuit, éclaire un peu.

Nous aimons la vie autant que possible.

Mahmoud Darwish

En ce sens, cette reconnaissance de l'Autre, de ses droits qui doivent être les mêmes pour tous, est exactement ce qui fonde la lutte des « Palestiniens de l'intérieur » qui demandent l'égalité des

droits pour tous les citoyens de l'État d'Israël. C'est aussi ce qui fonde pour la nation palestinienne le droit d'avoir les mêmes droits politiques, collectifs et individuels que la nation juive-israélienne ; c'est-à-dire d'avoir un État pour soi. Ce qui légitime et justifie une franche partition de la Palestine dans l'intérêt des deux peuples et des deux nations en deux États voisins vivant en coopération avant, dans une seconde étape plus ou moins lointaine, d'envisager un État unitaire « dénationalisé » et démocratique, c'est-à-dire non-juif et non-arabe. Mais cette phase relève encore de l'utopie, d'une utopie qui peut devenir réaliste si, de chaque côté, après l'échec du nationalisme, du communisme et de l'islamisme, se définit dans les sociétés concernées, un nouveau projet internationaliste d'émancipation des peuples et des individus, ne séparant pas la fin et les moyens. En clair, fondé sur les principes de non-violence politique que les Palestiniens, aujourd'hui, appliquent avec un courage exemplaire. ■

Notes

1. Je me réfère ici directement à l'ouvrage fondamental d'Olivier Carré, « *L'idéologie de la résistance palestinienne* » Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, Paris, 1972.
2. Olivier Carré, *Le Mouvement national palestinien*, op. cit., p. 107.
3. Olivier Carré, *L'idéologie palestinienne de résistance*, op. cit., p. 48.
4. Roger Nabaa : « *Israël et la fin de la pureté des armes* » Esprit n° 369 novembre 2010. Article essentiel pour comprendre la pertinence du concept de sociocide appliqué à la stratégie de l'armée israélienne en Palestine.
5. « *La résistance populaire non-violente* » Cahier de formation n° 23 de l'Association France Palestine Solidarité, 2009, p. 16 et suivantes.
6. *Idem*, p. 37.
7. Il ne s'agit pas en effet de considérer l'action non-violente comme une adaptation simplement tactique à un rapport de forces défavorable en escomptant une évolution qui permettrait de relancer la lutte armée. Il s'agit d'une véritable révolution culturelle de portée universelle.
8. Nadine Picaudou, « *Mourir pour des idées* », *Libération* du 23/10/2000.
9. Preuve de l'impact profond de la résistance populaire non-violente dans la société palestinienne est le récent ralliement (2012) du Hamas à la « résistance pacifique » après s'être constitué son identité stratégique sur la lutte armée.
10. Mahmud Darwish a d'ailleurs écrit un poème, sous forme de dialogue, consacré à un soldat israélien, « Un soldat rêveur ».